

M. Douglas: Je voudrais poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ou au premier ministre une sorte de question connexe au sujet de l'immigration. Elle concerne une déclaration prêtée au ministre par la *Gazette* de Montréal de ce matin.

L'hon. M. Starr: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'hon. Michael Starr (chef de l'opposition): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le député de Burnaby-Coquitlam pose deux questions distinctes. Il essaie de faire passer la dernière comme question connexe et prive ainsi les membres des autres partis de l'opposition de l'occasion de poser leurs propres questions sur ce point, pendant la période des questions.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, je laisse à Votre Honneur le soin de décider.

M. l'Orateur: Le député pourrait peut-être permettre à la présidence d'entendre la question pour que l'Orateur puisse établir si elle est connexe ou non. Le chef de l'opposition n'est pas sans savoir que les députés posent parfois des questions connexes. La distinction est subtile entre une question complémentaire et une question connexe, mais il me faut entendre la question avant de décider si je peux la permettre.

M. Douglas: Je voulais demander au ministre si la déclaration qu'on lui prête, selon laquelle il ne voit pas d'objection sérieuse à ce qu'on donne au Québec le contrôle de la politique de main-d'œuvre et d'immigration, représente la politique du gouvernement. (*Exclamations*)

L'hon. M. Marchand: Je n'ai rien dit de pareil.

L'hon. M. Ricard: A quoi se rattache cette question?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question est trop loin de ce qui nous occupe.

[*Plus tard*]

L'hon. M. Starr: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au premier ministre une question découlant d'une déclaration attribuée au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, qui aurait dit qu'il ne voyait aucun obstacle sérieux à confier au Québec la direction des politiques relatives à la main-d'œuvre et à l'immigration. Le premier ministre

[L'hon. M. Marchand.]

nous dirait-il si le gouvernement songe présentement à adopter des politiques en ce sens, qui auraient pour effet d'obliger les immigrants à obtenir la permission de franchir les frontières provinciales au Canada?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, mon ami ne sait peut-être pas que le ministre a déjà démenti la véracité de cette déclaration.

L'hon. M. Starr: Puis-je demander au ministre s'il l'a niée à la Chambre?

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, j'ai dit que je ne voyais pas d'inconvénient à...

M. l'Orateur: A l'ordre.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

ÉTATS-UNIS—LE PROJET DE CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. B. Patterson (Fraser Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Commerce; elle a trait à un sujet qui a été soulevé lors du dépôt d'un certain document. Vu les conséquences graves que des mesures législatives visant à contenir les importations peuvent avoir pour le commerce canado-américain, le gouvernement a-t-il discuté récemment de cette importante question, au palier ministériel, avec les autorités américaines?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, comme j'en ai fait part à la Chambre, je suis allé à Washington récemment et j'y ai rencontré à quelques reprises M. Freeman, le secrétaire de l'Agriculture, et M. Roth, l'ambassadeur. Ces conversations mises à part, nos contacts ont eu lieu par la voie diplomatique.

[*Plus tard*]

M. J. N. Ormiston (Melville): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. On a soumis hier, au Congrès des États-Unis, des projets de loi visant à y limiter les importations de potasse. A ce propos, le gouvernement américain a-t-il reçu du Canada des instances concernant des restrictions possibles à l'importation de potasse canadienne?

L'hon. M. Winters: Oui, monsieur l'Orateur. Le député pourra constater, grâce au document que j'ai déposé, que nous avons abordé avec le gouvernement des États-Unis tous les problèmes relatifs à la restriction du commerce.